



PROCÈS-VERBAL
DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE
PUBLIC EAU ET ASSAINISSEMENT

LE 19 OCTOBRE 2018 A 18H00

CONCESSION SOUS FORME DE DELEGATION DE SERVICE
PUBLIC RELATIVE A L'EXPLOITATION DU SERVICE PUBLIC DE
L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF

Délégation de service public passée en vertu :

- des articles L. 1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales,
- de l'article 16 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession.

1. COMPOSITION ET CONVOCATION DE LA COMMISSION :

- Les membres de la commission de délégation de service public « eau et assainissement » ont été désignés par délibération n°DCC2018-062 du 28 septembre 2018, conformément aux articles L. 1411-5 et D. 1411-3 à D. 1411-5 du code général des collectivités territoriales.
- Une convocation à la présente séance leur a été adressée par voie électronique le 12 octobre 2018.

Membres ayant voix délibérative

	Qualité	Présent(e)	Excusé(e)	Absent(e)
Patrick Leclerc	Président	x		
Yvon Bescond	Membre titulaire	x		
Viviane Bervas	Membre titulaire	x		
Robert André	Membre titulaire	x		
Jean Crenn	Membre titulaire	x		
Jean-Jacques Piton	Membre titulaire	x		

Membres ayant voix consultative

	Qualité	Présent(e)	Excusé(e)	Absent(e)
Thierry Ménil	Comptable public			x
Mme Le Coqu	DDPP			x

	Qualité	Présent(e)	Excusé(e)	Absent(e)
Didier Baumont	Directeur général des services	x		
Bruno Jaouen	Directeur du pôle technique	x		
Sandra Crenn	Responsable commande publique	x		

2. PROCEDURE D'ATTRIBUTION DU CONTRAT

Par délibération n°DCC2018-002 du 29 juin 2018, le conseil de Communauté a décidé de confier l'exploitation du service public de l'assainissement collectif et non collectif à la Société Publique Locale Eau du Ponant dans le cadre d'un contrat de quasi-régie au sens de l'article 16 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession.

La Communauté de communes est actionnaire de la Société Publique Locale Eau du Ponant, dont l'activité est essentiellement tournée vers les personnes publiques actionnaires et dans laquelle il n'y a aucune participation directe de capitaux privés, et elle exerce sur elle un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ces propres services.

La passation de ce contrat de concession n'est régie par aucune procédure de publicité et de mise en concurrence conformément à l'article 16 de l'ordonnance précitée.

Le cadre juridique retenu pour la passation du contrat de concession est celui de la concession de service, sous forme de délégation de service public, régie par les dispositions de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et de son décret d'application n°2016-86 du 1er février 2016 ainsi que par les articles L.1410-1 à L.1410-3, L.1411-1 à 1411-19 du CGCT et R.1411-1 à R.1411-8 du CGCT.

Ainsi, un courrier de consultation a été adressé à la Société Publique Locale EAU DU PONANT le 9 octobre 2018, l'invitant à télécharger le dossier de consultation sur le profil d'acheteur Mégalis Bretagne.

La date limite de remise de la candidature et de l'offre était fixée au 19 octobre 2018 à 12h00.

3. OUVERTURE DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE - DECISION DE LA COMMISSION

La commission a procédé à l'ouverture du pli contenant la candidature de la SPL Eau du Ponant.

La commission a constaté que la SPL Eau du Ponant a remis les pièces listées en annexe.






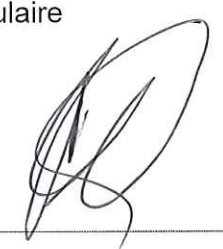
Après examen des garanties professionnelles et financières de la SPL Eau du Ponant, du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles [L. 5212-1](#) à [L. 5212-4](#) du code du travail et de son aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, la commission ouvre le pli contenant l'offre de la SPL Eau du Ponant et décide de confier son analyse au groupement composé du bureau d'études IRH et du cabinet Itinéraires Avocats.

La commission est convoquée le 25 octobre 2018 à 18h45 pour présentation de cette analyse.

A landerneau, le 19 octobre 2018



LA COMMISSION,

<p>M. Patrick LECLERC Président</p> 	<p>M. Yvon BESCOND Titulaire</p> 	<p>Mme Viviane BERVAS Titulaire</p> 
<p>M. Robert ANDRE Titulaire</p> 	<p>M. Jean CRENN Titulaire</p> 	<p>M. Jean-Jacques PITON Titulaire</p> 

Annexe n°1 : liste des pièces justificatives et des pièces constitutives de l'offre

Une Lettre de candidature présentant le candidat (nom ou dénomination, adresse du siège social, adresse électronique, date de création, montant et composition du capital, la liste des principaux actionnaires, identité du représentant habilité).	Formulaire DC1
Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation du contrat de concession prévue aux articles 39, 40 et 42 de l'ordonnance du 29 janvier 2016	Formulaire DC1
Pour justifier que le candidat a satisfait aux obligations prévues à l'article 2° 39 de l'ordonnance du 29 janvier 2016, le candidat produit un certificat délivré par les administrations et organismes compétents conformément à l'arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession	Attestations DGFP du 11/10/18, et URSSAF du 17/10/18
Une déclaration sur l'honneur attestant que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et aptitudes, exigés en application de l'article 45 de l'ordonnance du 29 janvier 2016 et dans les conditions fixées à l'article 21 du décret du 1 ^{er} février 2016, sont exacts	Déclaration signée du 16/10/18
Une justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du travail.	Déclaration Agefiph 2017
Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'entreprise candidate	Délégation de pouvoir datée du 15/10/18
Un justificatif datant de moins de trois mois de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (extrait Kbis) ou pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises	Extrait Kbis du 01/08/18
Une déclaration sur l'honneur concernant, d'une part le chiffre d'affaires global et, d'autre part, s'il y a lieu, le chiffre d'affaires concernant les prestations similaires à celles auxquelles se réfère la présente consultation réalisée au cours des trois derniers exercices	Déclaration sur l'honneur du 16/10/18
Pour les opérateurs économiques pour lesquels l'établissement d'un bilan est obligatoire : les bilans, comptes de résultat et annexes ou documents équivalents, des trois derniers exercices ou les équivalents pour les candidats étrangers non établis en France	Bilans et comptes annuels 2015, 2016 et 2017
Une déclaration sur l'honneur concernant le montant et la composition du capital social et la liste des principaux actionnaires de l'entreprise candidate et les éventuelles garanties que les actionnaires seraient susceptibles d'apporter pour conforter la capacité économique et financière du candidat	Déclaration sur l'honneur du 16/10/18
Une note descriptive des moyens humains et matériels du candidat comprenant notamment les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ou depuis la date de création de l'entreprise si cette dernière date de moins de trois ans	Organigramme, organisation des astreintes et descriptif des moyens matériels
Une note présentant l'aptitude du candidat à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public et les capacités techniques et professionnelles du candidat comprenant ses références acquises dans le domaine objet de la délégation ou dans un domaine comparable et/ou toutes autres références ou éléments d'information susceptibles de démontrer son aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public	Présentation des procédures internes et du rapport aux actionnaires 2017